

L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

2 Allée Romain Rolland

93390 Clichy Sous-Bois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Association régie par la Loi du 1er juillet 1901

2 Allée Romain Rolland

93390 Clichy Sous-Bois

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 août 2023

Aux membres de l'association L'Institut des Vocations pour l'Emploi

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association L'Institut des Vocations pour l'Emploi relatifs à l'exercice clos le 31 août 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance, prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1^{er} septembre 2022 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux adhérents.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;

- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris-La Défense, le 10 novembre 2023

Le Commissaire aux Comptes

Deloitte & Associés

 Troussicot, Guillaume

Guillaume TROUSSICOT

 

Jean-Claude MARTY

L'INSTITUT DES VOCATIONS POUR L'EMPLOI

Comptes annuels

Exercice clos le 31/08/2023



Période du 01/09/2022 au 31/08/2023 (Bilan)

Sommaire

1	<i>Comptes annuels</i>	3
1.1	Bilan Actif	4
1.2	Bilan Passif	5
1.3	Compte de résultat	6
1.4	Annexe aux comptes annuels	8

Actif			Au 31/08/2023			Au 31/08/2022
			Montant brut	Amort. ou Prov.	Montant net	
Actif immobilisé	Immobilisations incorporelles	Frais d'établissement				
		Frais de recherche et développement				
	Immobilisations corporelles	Donations temporaires d'usufruit				
		Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires ⁽¹⁾	83 916	83 689	226	10 349
		Immobilisations incorporelles en cours				
		Avances et acomptes				
	TOTAL		83 916	83 689	226	10 349
	Immobilisations corporelles	Terrains				
		Constructions				
		Inst.techniques, mat.out.industriels	5 467 946	872 349	4 595 596	3 345 445
		Immobilisations corporelles en cours	9 594		9 594	28 085
	TOTAL		5 477 540	872 349	4 605 190	3 373 530
	Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés					
	Immobilisations financières ⁽²⁾	Participations et créances rattachées				
		Autres titres immobilisés				
		Prêts				
		Autres	79 328		79 328	14 997
	TOTAL		79 328		79 328	14 997
	Total I	5 640 784	956 039	4 684 745	3 398 878	
Actif circulant	Stocks et en cours					
	Créances ⁽³⁾	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
		Créances reçues par legs ou donations				
		Autres	162 664		162 664	77 575
		TOTAL		162 664		162 664
	Divers	Valeurs mobilières de placement				
		Instruments de trésorerie				
		Disponibilités	142 466		142 466	712 439
		Charges constatées d'avance ⁽⁴⁾	86 073		86 073	49 808
	Total II	391 203		391 203	839 822	
	Frais d'émission des emprunts III					
	Primes de remboursement des emprunts IV					
	Ecart de conversion Actif V					
	TOTAL DE L'ACTIF (I+II+III+IV+V)	6 031 988	956 039	5 075 948	4 238 700	
Renvois	(1) Dont droit au bail (2) Part à moins d'un an (brut) des immobilisations financières (3) et (4) Dont à plus d'un an (brut)					

Passif		Au 31/08/2023	Au 31/08/2022
Fonds propres	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Écarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
	Autres		
	Report à nouveau	3 453 657	7 223 036
	Résultat de l'exercice (Excédents ou Déficits)	793 522	-3 769 379
	Situation nette (sous-total)	4 247 180	3 453 657
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement		
	Provisions réglementées		
Total I		4 247 180	3 453 657
Autres fonds propres	Montant des émissions de titres participatifs		
	Avances conditionnées		
Total I bis			
Fonds dédiés	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés		
Total II			
Provisions	Provisions pour risques		
	Provisions pour charges		
Total III			
Dettes	Emprunts obligataires et assimilés		
	Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit ⁽¹⁾		
	Emprunts et dettes financières diverses ⁽²⁾		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	306 572	361 109
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	216 140	161 116
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	306 055	262 817
	Autres dettes		
	Instruments de trésorerie		
	Produits constatés d'avance		
Total IV		828 768	785 043
Écart de conversion Passif V			
TOTAL DU PASSIF (I+I bis+II+III+IV+V)		5 075 948	4 238 700
Renvois	(1) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques		
	(2) Dont emprunts participatifs		

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/08/2022 8 mois
Produits d'exploitation	Cotisations	45 000	45 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens		
	<i>dont ventes de dons en nature</i>		
	Ventes de prestations de service		
	<i>dont parrainages</i>		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation		
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats	7 900 000	
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
Charges d'exploitation	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	53 405	
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	4	1
	TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION I	7 998 410	45 001
	Achats de marchandises		
	Variation de stocks		
	Autres achats et charges externes (1)	4 606 281	2 344 395
	Aides financières	745 410	461 718
	Impôts, taxes et versements assimilés	107 349	47 495
	Salaires et traitements	846 721	393 796
	Charges sociales	385 432	179 404
	Dotations aux amortissements et aux dépréciations	400 918	210 901
	Dotations aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges	20	91
	TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION II	7 092 135	3 637 803
Résultat d'exploitation (I-II)		906 274	-3 592 802

		Du 01/09/2022 Au 31/08/2023 12 mois	Du 01/01/2022 Au 31/08/2022 8 mois
Produits financiers	De participations D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé Autres intérêts et produits assimilés Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges Différences positives de change Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES PRODUITS FINANCIERS III		
Charges financières	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions Intérêts et charges assimilées Différences négatives de change Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	TOTAL DES CHARGES FINANCIERES IV		
2. Résultat financier (III-IV)			
3. Résultat courant avant impôt (I-II+III-IV)		906 274	-3 592 802
Produits exceptionnels	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	TOTAL DES PRODUITS EXCEPTIONNELS V		
Charges exceptionnelles	Sur opérations de gestion Sur opérations en capital Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	112 751	176 576
	TOTAL DES CHARGES EXCEPTIONNELLES VI	112 751	176 576
4. Résultat exceptionnel (V-VI)		-112 751	-176 576
Participation des salariés aux résultats VII			
Impôts sur les bénéfices VIII			
Total des produits (I + III + V)		7 998 410	45 001
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)		7 204 887	3 814 380
EXCÉDENT OU DÉFICIT		793 522	-3 769 379
Évaluation des contributions volontaires en nature			
Contributions volontaires en nature			
Dons en nature			
Prestations en nature			
Bénévolat			
Total			
Charges des contributions volontaires en nature			
Secours en nature			
Mises à disposition gratuite de biens			
Prestations en nature			
Personnel bénévole			
Total			

LIVE - L'INSTITUT DES VOCA
POUR L'EMPLOI

Annexe aux comptes annuels

Date de clôture : 31/08/2023

Sommaire

1.	Faits caractéristiques de l'exercice	2
2.	Objet de l'association	3
3.	Principes, règles et méthodes comptables	4
4.	Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat	6
4.1	Actif immobilisé	6
4.1.1	État de l'actif immobilisé (brut)	6
4.1.2	Amortissements de l'actif immobilisé	8
4.2	Actif circulant	9
4.2.1	État des échéances des créances à la clôture de l'exercice	9
4.2.2	Charges constatées d'avance	10
4.3	Fonds propres	11
4.4	Passifs et provisions	12
4.4.1	Charges à payer	12
4.4.2	État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice	13
4.5	Compte de résultat	14
4.5.1	Produits d'exploitation	14
4.5.2	Charges d'exploitation	15
4.5.3	Charges et produits exceptionnels	15
4.5.4	Honoraires des commissaires aux comptes	15
4.5.5	Informations relatives à l'effectif	16
4.5.6	Engagements reçus	16
5.	Evènements postérieurs à la clôture	17

1. Faits caractéristiques de l'exercice

Ouverture d'un nouveau centre à Marseille

Dans le cadre de l'expansion de ses activités, un nouveau centre a été ouvert à Marseille et accueille des Livers depuis mars 2023.

2. Objet de l'association

L'Association a pour objet d'accompagner vers la vie active de jeunes adultes éloignés de l'emploi en leur proposant un parcours original d'accès ou de retour à la vie active comprenant un accompagnement et des enseignements théoriques et pratiques destinés à consolider les compétences-clés, développer les compétences relationnelles et élaborer un projet professionnel.

Afin de réaliser son objet, l'Association a notamment eu recours aux moyens d'action suivants :

- assurer la gestion des différents établissements qui accueillent les bénéficiaires du dispositif (établissements à Clichy-sous-Bois, Valence, Roubaix et Marseille),
- réaliser ou faire réaliser les actions d'accompagnement et dispenser ou faire dispenser les enseignements nécessaires à l'acquisition des compétences appropriées,
- engager une démarche de certification professionnelle pour sanctionner le parcours,
- rechercher et mettre en œuvre toutes solutions et améliorations destinées à l'accompagnement des jeunes adultes en situation de décrochage,
- répondre à des appels à projets, appels à manifestation d'intérêt, marchés publics et appels d'offres,
- constituer et/ou participer à des pôles de réflexion et/ou formuler des propositions auprès des pouvoirs publics, des responsables économiques et sociaux et des acteurs de vie dans la cité,
- développer des partenariats ou coopérations avec des acteurs publics ou privés, français, européens ou internationaux, le cas échéant par la création de structures juridiques à but lucratif ou non lucratif,
- organiser et/ou participer à des manifestations, réunions et actions d'information et de formation,
- concevoir et diffuser des publications et tous supports d'information et de communication,
- délivrer des conseils et de l'assistance technique contribuant, à titre accessoire, à la réalisation de tout ou partie de l'objet de l'Association,
- mettre à disposition de tout tiers des pratiques et savoirs développés par l'Association, vendre, directement ou indirectement, de manière permanente ou occasionnelle, tous produits ou services entrant dans le cadre de son objet, et susceptibles de contribuer à sa réalisation,
- réaliser toutes opérations financières ou immobilières, pouvant se rattacher directement ou indirectement à l'objet social, de nature à favoriser son développement,
- et plus généralement entreprendre toute action de nature à favoriser la mise en œuvre de l'objet de l'Association.

3. Principes, règles et méthodes comptables

Désignation de la société : L'INSTITUT DES VOCATIONS POUR L'EMPLOI

Annexe au bilan de l'exercice clos le 31 août 2023, dont le total est de 5 075 948 euros et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste, dont le résultat est de 793 522 euros.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1^{er} septembre 2022 au 31 août 2023.

A noter que l'exercice comparatif ne comprend que 8 mois, recouvrant la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 août 2022.

Les notes ou tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Règles générales

Les comptes annuels sont établis en conformité avec les règles et méthodes comptables découlant des textes légaux et réglementaires applicables en France. Ils respectent en particulier les dispositions du règlement ANC 2014-03 relatif au PCG et du règlement ANC 2018-06 relatif aux comptes annuels des associations.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation,
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre
- indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Seules sont exprimées les informations significatives.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Immobilisations Corporelles et Incorporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires), à leur coût de production ou à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Le coût d'une immobilisation est constitué de son prix d'achat, y compris les droits de douane et taxes non récupérables, après déduction des remises, rabais commerciaux et escomptes de règlement et de tous les coûts directement attribuables engagés pour mettre l'actif en place et en état de fonctionner selon l'utilisation prévue. Les frais accessoires, droits de mutation, honoraires ou commissions et frais d'actes, sont incorporés à ce coût d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire sur la durée d'utilisation.

Les durées moyennes d'amortissement retenues pour les principaux types d'immobilisations sont les suivantes :

- Installations générales, agencements et aménagements divers : 15 ans
- Matériel de bureau : 5 à 10 ans
- Matériel informatique : 3 ans
- Mobilier : 10 ans

Immobilisations Financières

Les actifs acquis à titre onéreux sont comptabilisés à leur coût d'acquisition constitué du prix d'achat augmenté des coûts directement attribuables.

Créances Clients, Comptes Rattachés et Autres Créances

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire d'une créance est inférieure à sa valeur comptable.

Provisions

Une provision est constituée lorsqu'il existe une obligation de la société à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci. Une provision est un passif dont le montant ou l'échéance n'est pas fixée de façon précise.

Dettes

Les dettes sont enregistrées pour leur valeur nominale de remboursement. Elles ne font pas l'objet d'une actualisation

4. Informations relatives aux postes du bilan et du compte de résultat

4.1 Actif immobilisé

4.1.1 État de l'actif immobilisé (brut)

	Immobilisations	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur fin exercice
Incorp.	Frais d'établissement et de développement – TOTAL I	-	-	-	-
	Autres postes d'immobilisations incorporelles – TOTAL II	83 916	-	-	83 916
Corporelles	Terrains	-	-	-	-
	Construction sur sol propre	-	-	-	-
	Construction sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agencts et am. des constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
	Installations générales, agencements, aménagements divers	3 494 471	1 443 146	-	4 937 617
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et mobilier informatique	332 529	197 801	-	530 330
	Emballages récupérables et divers	-	-	-	-
	Immobilisations corporelles en cours	28 086	1 127 311	1 145 802	9 594
	Avances et acomptes	-	-	-	-
	TOTAL III	3 855 085	2 768 258	1 145 802	5 477 540
Financière	Participations évaluées par équivalence	-	-	-	-
	Autres participations	-	-	-	-
	Autres titres immobilisés	-	-	-	-
	Prêts et autres immobilisations financières	14 998	64 331	-	79 328
	TOTAL IV	14 998	64 331	-	79 328
	TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)	3 953 999	2 832 588	1 145 802	5 640 784

4.1.1.1 Natures des Augmentations

Augmentations de l'exercice	Ventilation des augmentations				
	Virements		Entrées		
	De poste à poste	Provenant de l'actif circulant	Acquisitions	Apports	Créations
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	1 145 802		1 622 455		
Immobilisations financières			64 331		
TOTAL	1 145 802		1 686 786		

4.1.1.2 Nature des Diminutions

Diminutions de l'exercice	Ventilation des diminutions				
	Virements		Sorties		
	De poste à poste	A destination de l'actif circulant	Cessions	Scissions	Mises hors service
Immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles	1 145 802				
Immobilisations financières					
TOTAL	1 145 802				

4.1.2 Amortissements de l'actif immobilisé

SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE DES AMORTISSEMENTS					
IMMOBILISATIONS AMORTISSABLES		Montant des amortissements au début de l'exercice	Augmentations : dotations de l'exercice	Diminutions : amortissements afférents aux éléments sortis de l'actif et reprises	Montant des amortissements à la fin de l'exercice
Frais d'établissement et de développement - TOTAL I		-	-	-	-
Fonds commercial - TOTAL II		-	-	-	-
Autres immobilisations incorporelles - TOTAL III		73 566	10 123	-	83 690
Terrains		-	-	-	-
Constructions	Sur sol propre	-	-	-	-
	Sur sol d'autrui	-	-	-	-
	Inst. gales, agcts et amgts constructions	-	-	-	-
	Installations techniques, matériel et outillage industriels	-	-	-	-
Autres immobilisations corporelles	Inst. Générales, agencements, aménagements divers	406 141	299 705	-	705 847
	Matériel de transport	-	-	-	-
	Matériel de bureau et informatique, mobilier	75 412	91 090	-	166 503
	Emballages récupérables et divers			-	
TOTAL IV		481 554	390 795	-	872 350
TOTAL GÉNÉRAL. (I+II+III+IV)		555 121	400 919	-	956 039

4.2 Actif circulant

4.2.1 État des échéances des créances à la clôture de l'exercice

ETAT DES CREANCES			Montant brut	À 1 an au plus	À plus d'un an
DE L'ACTIF IMMOBILISÉ	Créances rattachées à des participations		-	-	-
	Prêts		-	-	-
	Autres immobilisations financières		79 328	-	79 328
DE L'ACTIF CIRCULANT	Clients douteux ou litigieux		-	-	-
	Autres créances clients		-	-	-
	Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie	Provisions pour dépréciation antérieurement constituée	-	-	-
	Personnel et comptes rattachés		-	-	-
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux		1 546	1 546	-
	État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-
		Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-
		Autres impôts, taxes et versements assimilés	-	-	-
		Divers	-	-	-
	Groupe et associés		-	-	-
	Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		19 538	19 538	-
	Charges constatées d'avance		86 074	86 074	-
TOTAL		186 486	107 158	79 328	
Prêts Accordés en cours d'exercice				-	
Remboursements obtenus en cours d'exercice				-	

4.2.2 Charges constatées d'avance

Nature	Date période		Montants		
	Début	Fin	Exploitation	Financier	Exceptionnel
Loyer	01/09/2023	30/09/2023	29 509		
Assurances	01/09/2022	29/04/2023	9 900		
Support informatique	01/09/2022	25/05/2024	39 264		
Autres	01/09/2023	30/09/2023	7 401		
TOTAL			86 074		

4.3 Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou consommation	A la clôture de l'exercice
Fonds propres sans droit de reprise	-	-	-	-	-
Fonds propres avec droit de reprise	-	-	-	-	-
Ecart de réévaluation	-	-	-	-	-
Réserves	-	-	-	-	-
Report à nouveau	7 223 036,83	-3 769 379,06	-	-	3 453 657,77
Excédent ou déficit de l'exercice	- 3 769 379,06	3 769 379,06	793 522,52		793 522.52
Situation nette	3 453 657,77	-	793 522.52		4 247 180.29
Dotations consommables	-	-	-	-	-
Subventions d'investissement	-	-	-	-	-
Provisions réglementées	-	-	-	-	-
TOTAL	3 453 657,77	-	793 522.52	-	4 247 180.29

4.4 Passifs et provisions

4.4.1 Charges à payer

Libellés	Montant
CONGES A PAYER	
Congés provisionnés	88 707
Charges sociales provisionnées	39 918
Charges fiscales provisionnées	-
INTERETS COURUS	
Emprunts et dettes assimilées	-
Dettes part. groupes	-
Dettes part. hors groupes	-
Dettes sociétés en participation	-
Fournisseurs	-
Associés	-
Banques	-
Concours bancaires courants	-
AUTRES CHARGES	
Factures à recevoir	418 743
RRR à accorder, avoirs à établir	-
Participation des salariés	-
Personnel	-
Sécurité sociale	-
Autres charges fiscales	-
Divers	-
TOTAL	547 368

4.4.2 État des échéances des dettes à la clôture de l'exercice

ÉTAT DES DETTES		Montant brut	A 1 an au plus	A + d'1 an et 5 ans au +	A + de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles		-	-	-	-
Autres emprunts obligataires		-	-	-	-
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 1 an maximum à l'origine	-	-	-	-
	à plus d'1 an à l'origine	-	-	-	-
Emprunts et dettes financières divers		-	-	-	-
Fournisseurs et comptes rattachés		303 241	303 241	-	-
Personnel et comptes rattachés		88 889	88 889	-	-
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		127 252	127 252	-	-
État et autres collectivités publiques	Impôts sur les bénéfices	-	-	-	-
	Taxe sur la valeur ajoutée	-	-	-	-
	Obligations cautionnées	-	-	-	-
	Autres impôts, taxes et	-	-	-	-
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		306 056	306 056	-	-
Groupe et associés		-	-	-	-
Autres dettes (dont relatives à des opérations de pension de titres)		-	-	-	-
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie		-	-	-	-
Produits constatés d'avance		-	-	-	-
TOTAL		825 437	825 437	-	-
Emprunts souscrits en cours d'exercice					-
Emprunts remboursés en cours d'exercice					-
Montant des divers emprunts et dettes contractés auprès des associés personnes physiques à la clôture					-

4.5 Compte de résultat

4.5.1 Produits d'exploitation

- Convention de mécénat

En date du 17 octobre 2019, une convention de mécénat a été signée entre LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton et L'Institut des Vocations pour l'Emploi (LIVE).

Celle-ci définit le montant des libéralités qui seront versées par LVMH afin de soutenir les actions de développement et les missions poursuivies par LIVE : le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de dix millions d'euros sur la durée de la convention.

Elle est conclue sur une durée ferme prenant effet à compter du 8 octobre 2019 et est venue à échéance le 30 septembre 2021.

Sur l'exercice 2021, 2,3 millions d'euros ont été versés le 24 mars 2021 au titre de cette convention.

En date du 1^{er} octobre 2021, une nouvelle convention de mécénat a été signée entre LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton et L'Institut des Vocations pour l'Emploi (LIVE). Sur cette dernière, le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de 5,5 millions d'euros sur la durée de la convention.

Elle est conclue sur une durée ferme prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2021 et venant à échéance le 30 septembre 2022.

Le fait générateur pour la comptabilisation de ces libéralités est la notification écrite validant l'attribution définitive des fonds.

Sur l'exercice 2021, 5,5 millions d'euros ont été versés le 08 novembre 2021 au titre de cette convention.

En date du 17 octobre 2022, une nouvelle convention de mécénat a été signée entre LVMH Moët Hennessy – Louis Vuitton et L'Institut des Vocations pour l'Emploi (LIVE).

Le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de 7,9 millions d'euros sur la durée de la convention.

Elle est conclue sur une durée ferme prenant effet à compter du 1^{er} octobre 2022 et venant à échéance le 30 septembre 2023.

Sur l'exercice 2022/2023, 5,5 millions d'euros ont été versés le 11 novembre 2022 et 2,4 millions d'euros ont été versés le 11 mai 2023 au titre de cette convention.

Conformément à la nouvelle convention de mécénat en date du 1^{er} septembre 2023, le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de dix millions cinq cent mille euros sur la durée de la convention laquelle arrivera à échéance au 31 août 2024.

Sur l'exercice 2023/2024, 10,5 millions euros ont été versés le 12 septembre 2023 au titre de cette convention.

- Cotisation annuelle

Tous les membres de l'association (3) versent une cotisation annuelle à hauteur de 15 000€ chacun, tel qu'indiqué dans les statuts.

Sur l'exercice 2022/2023, seulement 2 cotisations ont été versés. La dernière a été provisionnée.

Ainsi, le montant total des cotisations annuelles versées et provisionnées au titre de 2022/2023 s'élève à : 45 000 euros.

4.5.2 Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont essentiellement composées des éléments suivants :

- Honoraires à hauteur de 2 697 412,35 euros
- Locations immobilières, charges locatives et entretien immobilier à hauteur de 503 201,98 euros
- Maintenance et entretien mobilier à hauteur de 478 736,43 euros
- Salaires à hauteur de 729 420,62 euros
- Amortissements sur immobilisations à hauteur de 400 918,78 euros
- Aides financières : bourses accordées aux bénéficiaires appelés "Livers" à hauteur de 745 410,64 euros.

4.5.3 Charges et produits exceptionnels

Opérations de l'exercice	Charges	Produits
Charges sur exercices antérieurs	112 752	
TOTAL	112 752	

Les charges exceptionnelles correspondent aux factures antérieures au 01 septembre 2022 réceptionnées et enregistrées sur 2022/2023. Ces charges n'ont pas été provisionnées sur l'exercice précédent.

4.5.4 Honoraires des commissaires aux comptes

Les honoraires des CAC relatifs aux travaux de clôture s'élèvent à 6 600 euros TTC.

4.5.5 Informations relatives à l'effectif

L'effectif moyen salarié de l'entité se décompose ainsi, par catégorie.

	<i>Personnel salarié</i>
Cadres	11
Agents de maîtrise et Techniciens	
Employés	
Ouvriers	
TOTAL	11

4.5.6 Engagements reçus

Conformément à la 2^{ème} convention de mécénat, le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de 5,5 millions d'euros sur la durée de la convention.

Sur l'exercice 2021, 5,5 millions d'euros ont été versés le 08 novembre 2021.

Sur l'exercice clos au 31 août 2022, aucune convention mécénat n'a été versée.

Conformément à la nouvelle convention de mécénat en date du 1^{er} septembre 2023, le Mécène s'engage à consentir à LIVE un montant maximum de dix millions cinq cent mille euros sur la durée de la convention laquelle arrivera à échéance au 31 août 2024.

Sur l'exercice 2023/2024, 10,5 millions euros ont été versés le 12 septembre 2023 au titre de cette convention.

5. Evènements postérieurs à la clôture

Création d'un nouveau centre à Reims

Au cours de l'année 2024, un nouvel établissement ouvrira ses portes à Reims.

Des frais à hauteur de 40k€ ont été engagés durant l'exercice 2022/2023 quant à son ouverture.